

Introduction

Bruno RESTIF

Les guides touristiques dédiés à Reims ne manquent pas, et mériteraient à eux seuls une étude, qui serait celle des stratégies de mise en valeur d'un patrimoine historique au profit du tourisme et du commerce local. Ces petits ouvrages disent ce que l'on veut que Reims soit, plutôt que ce qu'elle est. Ils sont des outils importants des campagnes de *soft power* qui sont déployées, à juste titre, au profit de la ville des biscuits roses, du champagne et du sacre. Cependant, ces stratégies produisent aussi des effets induits moins désirables, dès lors que les Rémois eux-mêmes finissent par percevoir leur ville et son histoire à travers les distorsions générées par des campagnes de communication qui ont même pu faire dire à des journalistes d'une chaîne de télévision nationale, en 2025, que « Reims est une ville bourgeoise ». On a atteint dans ce cas précis les limites d'une déconnexion de fond et d'une confusion de fait entre effets de marketing et réalités objectives. Le livre désormais célèbre de Didier Eribon, *Retour à Reims*, publié en 2009, a pu, en regard, être considéré comme un pavé jeté dans la mare, parce qu'il décrivait ce qu'était, des années 1950 au début des années 1970, le quotidien de cette ville ouvrière qu'était aussi Reims et la puissance qu'exerçait alors le Parti communiste dans ses quartiers périphériques.

Le rôle des historiens est de fournir une connaissance et une vision qui dépassent les intérêts immédiats et se déploient sur une longue période, ce qui est le seul moyen de dire ce qu'a été l'histoire d'une ville, et donc aussi ce qui fait, aujourd'hui et hier, l'identité de celle-ci, forgée par les générations d'habitants qui s'y sont succédées. Dans le cas de Reims, c'est de plus d'une centaine de générations qu'il faut parler. Or, on ne compte les publications d'*Histoires de Reims des origines à nos jours* que sur les doigts d'une main, et à condition de remonter assez loin dans le temps. Patrick Demouy avait commencé à remédier à ce problème en publiant, en 2014, aux éditions Dominique Guéniot, un volume consacré à l'histoire de Reims aux époques antique et médiévale, mais il n'avait pas été possible de poursuivre cette entreprise au-delà de l'an 1500 environ. Le lecteur du présent ouvrage croquera une partie des auteurs du volume de 2014, qui se sont attachés ici à livrer l'essentiel des résultats auxquels ils étaient alors parvenus et à les compléter par les découvertes les plus récentes, qui peuvent être significatives. En fait, le dernier ouvrage retraçant l'ensemble de l'histoire de la ville de Reims a été publié en 1983, à Toulouse, sous la direction de Pierre Desportes, qui était alors professeur à l'Université de Picardie. Les chapitres qui y ont été consacrés au Moyen Âge central et au bas Moyen Âge, ou encore au XIX^e siècle, ont longtemps fait autorité. Mais l'importance des recherches menées depuis plus de quarante ans à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, sans oublier celles qui l'ont été par les archéologues et par la société savante nommée Académie nationale de Reims, ont rendu ce livre de 1983 largement caduc. Qui plus est, le XVI^e et le XVII^e siècles y étaient traités de façon superficielle, parce que les nombreuses archives datant de cette époque n'avaient à cette date été que peu dépouillées, alors que le XVI^e siècle est incontestablement l'une des périodes les plus importantes de l'histoire de la ville, une de celles pendant lesquelles elle a joué un rôle métropolitain affirmé. Pour corriger cette lacune, un chapitre a été consacré spécifiquement au XVI^e siècle dans le présent ouvrage. Le livre de 1983 visait en partie à actualiser sous une forme universitaire l'*Histoire de Reims depuis les origines jusqu'à nos jours*, publiée en 1933, en trois tomes, par Gustave Laurent, qui s'adjoignait le



Fig. 1 — Le bâtiment rémois des Archives départementales de la Marne, ouvert au public en 2014 (un édifice plus ancien le précédait), a une capacité de stockage de 18 kilomètres linéaires. Une grande partie des archives qui permettent d'écrire l'histoire de Reims y sont entreposées.

nom de son ancien collaborateur Georges Boussinesq, bibliothécaire et historien du XIX^e siècle rémois, tué en 1914 à l'âge de 28 ans après avoir livré d'importants cours publics. Lorsqu'on lit aujourd'hui ces longs volumes, au style devenu suranné mais qui présentaient l'indéniable avantage, peu fréquent à l'époque, de ne pas sacrifier l'histoire économique à la seule histoire politique, on est frappé par l'engagement idéologique des auteurs, qui applaudissent la Révolution française, soutiennent à plusieurs siècles de distance l'échevinage contre le Conseil de ville, encensent les anticléricaux et décernent des lauriers aux républicains. De fait, Gustave Laurent, spécialiste reconnu de la Révolution française, était aussi un homme politique, conseiller municipal à partir de 1900, adjoint au maire de Reims de 1919 à 1935, conseiller général de la Marne à partir de 1925, et qui, au début des années 1930, entendait également soutenir la Troisième République à travers ce livre. Dans ces conditions, Gustave Laurent expédie le XVI^e siècle d'une façon particulièrement bâclée parce que cette période était dominée par les Guise, pour lesquels il n'a aucune sympathie. Ajoutons que la façon de faire de l'histoire à cette époque diffère inévitablement de celle qui est pratiquée aujourd'hui et il en est de même de l'utilisation des images, puisque Laurent ne craignait pas d'utiliser des gravures du XIX^e siècle pour illustrer, sans mise en garde ni précaution, des monuments depuis longtemps disparus ou des événements qui s'étaient déroulés plusieurs siècles plus tôt.

Si l'on remonte encore dans le temps, on constate qu'aucune histoire de Reims sur le long terme n'a été écrite au XIX^e siècle, en dépit des incontestables progrès de l'érudition historique, alors animée par l'Académie de Reims. Celle-ci a toutefois publié en 1846 *l'Histoire de la ville, cité et Université de Reims* rédigée par dom Marlot au XVII^e siècle, qui est particulièrement fouillée et n'avait pas jusqu'alors fait l'objet d'une édition *in extenso*. Si l'on continue à remonter les périodes, on croise en 1756 une *Histoire civile et politique de la ville de Reims* qui est d'une rare médiocrité, et ce n'est qu'en arrivant au XVII^e siècle que l'on peut commencer à compter les *Histoire de Reims* sur les doigts d'une deuxième main, mais à condition d'inclure des manuscrits. Trois entreprises érudites et concurrentes ont en effet été mises en œuvre à cette époque, la meilleure étant celle de Guillaume Marlot, mais aucune d'entre elles

ne put alors bénéficier d'une édition complète. S'ajoutent à cela plusieurs études partielles, parfois fouillées mais pas nécessairement publiées, écrites du milieu du XVIII^e au XX^e siècle. Il était donc temps que les historiens de l'Université de Reims, renforcés par leurs collègues d'autres institutions, publient une histoire de la ville des origines à nos jours, en profitant à la fois de l'importance des recherches menées ces dernières décennies, à l'Université principalement, et de l'opportunité offerte par la création d'une collection « Histoire de ville » aux Presses universitaires de Rennes.

Le lecteur suivra donc les grandes étapes de l'histoire d'une ville qui s'est constituée au III^e siècle avant notre ère, et dont la superficie et le nombre d'habitants ont considérablement varié. Il est apparu nécessaire d'adopter une certaine souplesse dans la constitution des chapitres, en privilégiant souvent la succession d'époques relativement homogènes mais en choisissant parfois un découpage thématique, dans les cas où les grandes inflexions économiques et sociales s'articulent assez mal, dans le détail, au rythme des événements politiques et des tournants religieux, voire des recompositions culturelles. Le présent ouvrage a en effet pour ambition de présenter une forme d'histoire totale de Reims, non pas dans le sens où il dirait tout mais parce qu'il entend traiter des nombreux sujets qui font l'histoire d'une ville et de ses habitants, ainsi que des modes d'interaction entre les diverses thématiques, et il a aussi pour objectif d'exposer les logiques des évolutions et des permanences, au-delà d'une approche qui serait strictement érudite. S'il actualise bien des connaissances sur l'histoire de la cité, il se caractérise donc également par un positionnement intellectuel et par une attention aux logiques et aux aspects concrets de la vie à Reims aux différentes époques. Plusieurs cartes ont été réalisées et de nombreux documents iconographiques de tous types sont mobilisés comme modes d'information complémentaires au texte, et non pas comme illustrations. Enfin, il faut signaler le refus, dans ce volume, des biais idéologiques qui ont parfois caractérisé la pratique de l'histoire à Reims, le cas de Gustave Laurent étant le plus connu. Cela ne signifie nullement un renoncement à la pratique nécessaire de l'interprétation, dès lors que celle-ci s'appuie sur un socle documentaire solide et sur une connaissance approfondie de l'histoire française et européenne.

Plusieurs sujets d'importance traversent l'histoire de Reims. Il y a la question du site, de son organisation et de sa fortification, ainsi que de l'utilisation et de l'aménagement de la Vesle, qui se pose dès l'époque gauloise. Il y a bien sûr aussi celle de la situation géographique et des axes de communication, qui contribuent à déterminer la véritable région de Reims et donc aussi son aire d'influence. Si l'appartenance de la ville au Bassin parisien est essentielle, celle à la Champagne l'est moins, la cité étant largement tournée vers le Nord, plus que vers le seul Nord-Est d'ailleurs, et ce dès l'Antiquité. Les Rémois ont su s'intégrer efficacement dans des structures politiques englobantes en faisant jouer à leur ville un rôle clé. C'est vrai avec l'Empire romain, puis avec le royaume franc à l'époque mérovingienne, enfin avec le royaume de France. C'est moins le cas avec les empires napoléoniens et les républiques successives, ce qui a pu inciter soit à des nostalgies, soit à une exaltation républicaine parfois très vive, au risque assumé de l'intolérance antireligieuse, qui visait sans doute à montrer un légitimisme à l'égard des nouvelles institutions. Le radical Paul Marchandau est, dans la première moitié du XX^e siècle, une illustration spectaculaire de cette combinaison entre raideur idéologique et contorsions tactiques en fonction des évolutions politiques nationales. Reims est pourtant célèbre pour les fonctions religieuses qu'elle a assurées pendant de nombreux siècles. Ville du sacre des rois de France, d'un archevêque habitué à jouer les premiers rôles, d'une école cathédrale puis d'une université, d'une grande cathédrale qui fut aussi un lieu de pèlerinage marial, d'un chapitre et d'abbayes puissants, elle a abrité une population cléricale quasi-pléthorique et a longtemps été cogérée par les ecclésiastiques, à quoi s'ajoute le fait que certains archevêques ont exercé une influence déterminante sur l'histoire de la cité. Mais Reims est également une ville commerçante et industrielle, reposant aussi sur l'activité textile avant des réorientations progressives et longtemps partielles mais déterminantes vers le vin. Sa bourgeoisie, assez dynamique, a souvent supporté impatiemment le partage du pouvoir avec l'Église, ce qui a



Fig. 2 — Le chevet de la cathédrale Notre-Dame.

généralisé de nombreuses tensions, à tel point que la Révolution française, marquée par une importante redistribution des propriétés grâce à la vente des biens dits nationaux mais en fait, ici, ecclésiastiques, peut apparaître comme le triomphe de cette classe sociale. Aussi, l'anticléricalisme virulent d'une bonne partie de la bourgeoisie rémoise peut apparaître ensuite comme un mode de défense, assez crispé, contre tout retour en arrière. En revanche, force est de constater que, pour l'essentiel, la population industrielle de Reims a peiné à trouver des modes d'expression qui lui soient propres, s'insérant souvent dans les structures et les courants de pensée qui lui étaient proposés. Cela est particulièrement visible dans le domaine politique, puisqu'il faut longtemps avant que des partis se présentant comme spécifiquement ouvriers parviennent à s'imposer, avant de s'éclipser. La ville compte également un infraprolétariat qu'il est le plus souvent difficile de saisir. Reims n'est donc pas une ville rébellionnaire, si bien que sa révolte spectaculaire contre Henri III en 1589 et son très tardif ralliement à Henri IV sont apparus aux érudits comme une parenthèse difficile à expliquer, alors que c'est plutôt l'inverse qui est vrai, la fonction politico-religieuse de la ville et donc son statut ayant été alors menacés par une profonde réorientation idéologique, qu'il paraissait logique de refuser. Nul doute cependant que la ville a payé cher cet affront au pouvoir royal, et ce au profit de Paris et de son extension versaillaise.

L'histoire ne traitant pas d'un passé qui serait clos, même si Reims a dû être largement reconstruite après la Première Guerre mondiale, mais de la longue durée dont le caractère cumulatif laisse de nombreuses traces qui font le présent, dans lequel

va s'enraciner à son tour l'avenir, proposons ce que l'on appelle à l'Université une ouverture de la conclusion, qui exceptionnellement le sera de l'introduction. Cet exercice consiste à s'appuyer sur le passé, et parfois aussi sur le présent, pour traiter d'un avenir possible et de ses conditions ; ici, le lecteur pourra, s'il le souhaite, avoir ces réflexions en tête afin de ne pas oublier que les pages qui suivent ne traitent pas d'un monde perdu mais au contraire d'une histoire qui se poursuit. Aujourd'hui, si l'on souhaite que Reims accède pleinement au statut de ville européenne, il faudrait, nous semble-t-il, agir sur des structures de longue durée. La structure sociale de la ville, marquée par un très long passé industriel qui engendre une sous-représentation des classes moyennes, et *a fortiori* de celles qui possèdent un capital culturel élevé, apparaît de ce point de vue comme un obstacle, la tertiarisation des activités économiques à partir des années 1970 ayant surtout fourni des emplois assez peu qualifiés. L'enjeu est donc aussi économique, et en la matière lié à la question des facilités de transport vers les grandes villes françaises et européennes, ainsi que du cadre de vie, sans oublier la question essentielle du rayonnement, le *soft power* d'une métropole européenne ne pouvant se limiter à une exploitation, même intelligente, du secteur touristique (mais il est incontestable que le vin de champagne est un atout majeur). Reims ne pourra pas monter la haute marche qu'elle rêve légitimement d'atteindre sans se renforcer en tant que pôle intellectuel, une fonction qu'elle a rempli brillamment à plusieurs reprises dans son histoire, grâce surtout à l'emprise qu'y exerçait l'Église catholique, tandis que la bourgeoisie industrielle et commerçante n'y voyait guère d'intérêt et a, au contraire, privilégié sur le long terme des formations utilitaristes. La ville possède un instrument hérité, de façon évidemment indirecte, de ce passé ecclésiastique, c'est l'université, qui a connu une renaissance laïque dans les années 1960. Un investissement significatif dans une recherche universitaire et une formation en masters qui parvienne à se positionner à l'échelle internationale, ainsi qu'un redéploiement des différents sites au profit de Reims, paraissent être une condition du rayonnement de la ville ainsi que de la constitution et de la fixation d'une classe moyenne à capital culturel élevé. Il reste la question politique et administrative, très négligée par la bourgeoisie rémoise depuis le XVI^e siècle, sans doute parce que celle-ci était soucieuse de ne pas se faire déposséder de la gestion de la ville (qu'elle devait déjà partager avec les ecclésiastiques) par des interventions étatiques. En ce domaine, Reims est habituée à jouer les seconds rôles à la marge des circonscriptions successives, alors qu'historiquement son rôle métropolitain s'est surtout affirmé dans l'immense aire géographique qu'elle a longtemps dominé administrativement, sur le plan politique puis ecclésiastique, à savoir la Belgique Seconde puis province ecclésiastique de Reims, qui englobait toute la Picardie et allait jusqu'à la Manche et la mer du Nord, parfois jusqu'à l'embouchure de l'Escaut, engendrant des liens commerciaux de longue durée avec la Flandre et un arrimage à l'Europe du Nord. On peut penser que pour concrétiser ses ambitions européennes, Reims, qui n'a toujours été qu'en partie champenoise, ne pourra pas faire l'impasse sur cette question, ce qui impose probablement de ne plus être seulement une sous-préfecture et de réclamer un redécoupage territorial.

Tels sont selon nous les défis, majeurs, du XXI^e siècle, et on peut considérer qu'ils sont à la portée de cette étonnante capacité d'adaptation des Rémois, qui fut constante à travers les siècles, comme le prouve le présent livre. N'oublions jamais que ce sont les hommes et les femmes qui font l'histoire et qu'eux-mêmes sont faits par elle, d'où la nécessité de connaître celle-ci afin de mieux identifier objectifs, enjeux, modes d'action et domaines dans lesquels peut s'investir un volontarisme.



Fig. 3 — Aperçu, depuis un élément de la structure extérieure du bâtiment, sur la salle de lecture des Archives départementales de la Marne à Reims, qui elle-même donne sur le campus Moulin de la Housse de l'Université.

